

Clauses générales

**Fourniture de biens indirects et TIC de moins de
100 000 \$**

Table des matières

1.	DÉFINITION	5
2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
2.1	INTERPRÉTATION DU CONTRAT	5
2.2	NORMES	5
2.3	PUBLICITÉ ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	6
2.4	LIEU DE PASSATION DU CONTRAT ET DROIT APPLICABLE	6
2.5	REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS	6
2.6	CONFIDENTIALITÉ	6
2.7	CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS	7
3.	MAÎTRISE DES TRAVAUX	7
3.1	PORTÉE DU CONTRAT	7
3.2	ASSUJETTISSEMENT	7
3.3	CHANGEMENT DE CAPACITÉ	7
4.	RESPECT DES LOIS, RÉGLEMENTS ET AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES	7
4.1	LOIS ET RÉGLEMENTS	7
4.2	PERMIS, CERTIFICATS, LICENCES ET AUTORISATIONS	7
4.3	DROIT D'UTILISATION	8
4.4	DROITS DE DOUANES, TAXES ET IMPÔTS	8
4.5	SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES	8
4.6	RETRAIT DES ACCÈS	9
5.	AUTORITÉ DU REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC	9
6.	EXÉCUTION DES TRAVAUX	10
6.1	MANUEL D'OPÉRATION	10
6.2	RETARD – ÉVOLUTION DES TRAVAUX	10
6.3	CHANGEMENTS AU CONTRAT	10
6.4	PROPRIÉTÉ	10
7.	BIENS, MATÉRIAUX, MATÉRIELS ET OUVRAGES	10
7.1	ORIGINE, QUALITÉ ET MISE EN OEUVRE DES BIENS OU MATÉRIAUX	10
7.2	CONTREFAÇON	11

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

8.	RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR	11
9.	INDEMNISATION	12
10.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	12
11.	PAIEMENTS	12
12.	GARANTIE	12
13.	DÉFAUT – RETRAIT – RÉSILIATION	13
13.1	DÉFAUT DU FOURNISSEUR – AVIS DE REMÉDIER	13
13.2	RÉSILIATION DU CONTRAT	13
14.	COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROIT DE VÉRIFICATION - DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT	14
14.1	PRINCIPES COMPTABLES	14
14.2	DOCUMENTATION ET PÉRIODE DE CONSERVATION	14
14.3	DROIT DE VÉRIFICATION	14
14.4	SOUS-TRAITANTS	15

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

LISTE DES MODIFICATIONS

Version du 6 février 2023

Clause modifiée :

4.5 Sécurisation des actifs et vérification de l'intégrité des personnes

Version du 3 janvier 2023

Clause modifiée :

2.6 Confidentialité

Version du 1 décembre 2020

Clause ajoutée :

4.6 Retrait des accès

Clause modifiée :

6.3 Changement au contrat

1. DÉFINITION

Dans ce contrat, à moins que le contexte n'exige un sens différent, les définitions applicables sont énoncées au lexique disponible à l'adresse suivante :

http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/doc_ref.html.

Le fournisseur est réputé avoir pris connaissance complète des définitions contenues à ce lexique, lesquelles font partie intégrante du contrat.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

Tous les documents du contrat se complètent mutuellement et tout ce qui figure dans l'un ou l'autre de ces documents fait partie du contrat.

En cas d'ambiguïté ou de contradiction entre les divers documents constituant le contrat, ils prévalent l'un sur l'autre dans l'ordre de priorité suivant:

- l'avis d'attribution émis à l'attributaire, s'il modifie la soumission ou le document d'appel de propositions;
- la soumission acceptée par Hydro-Québec;
- les renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner;
- les clauses particulières;
- les clauses générales;
- les clauses techniques particulières ou devis techniques;
- les dessins particuliers;
- les clauses techniques générales ou normalisées;
- les dessins normalisés;
- les rapports géotechniques.

Les dessins à grande échelle prévalent sur les dessins à plus petite échelle.

2.2 NORMES

Lorsque dans le contrat il est fait référence à des normes, référence est faite aux normes en vigueur à la date d'ouverture des soumissions, à l'exception des normes décrites à la clause RESPECT DES LOIS, RÈGLEMENTS ET AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES lesquelles peuvent être modifiées au cours de l'exécution du contrat. En cas d'ambiguïté ou de contradiction entre le contrat et ces normes, le document le plus exigeant prévaut.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

2.3 PUBLICITÉ ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Le fournisseur ne peut utiliser, à quelque fin que ce soit, le nom, l'image, le logo ou la marque de commerce d'Hydro-Québec sans autorisation écrite préalable de son représentant. De même, tout projet de publicité en rapport avec le contrat doit être soumis à une telle autorisation.

Toute demande de renseignements concernant le contrat, les travaux provenant de tout média écrit ou électronique ou de toute autre personne doit être transmise au représentant d'Hydro-Québec.

2.4 LIEU DE PASSATION DU CONTRAT ET DROIT APPLICABLE

Le contrat est formé à Montréal, à la date à laquelle Hydro-Québec émet la commande, ou le contrat-cadre le cas échéant, et est soumis aux lois qui s'appliquent au Québec.

Le fournisseur est réputé avoir reçu la commande, ou le contrat-cadre le cas échéant, à Montréal et à la date de son émission.

Sans limiter la généralité de ce qui est prévu ailleurs au contrat, le fournisseur doit assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions de la présente clause LIEU DE PASSATION DU CONTRAT ET DROIT APPLICABLE.

2.5 REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS

Chaque partie désigne un représentant qui a l'autorité et les pouvoirs d'agir en son nom. Les parties s'informent mutuellement, par écrit, du nom de leur représentant respectif et, le cas échéant, de leur remplaçant.

Toute communication entre Hydro-Québec et le fournisseur relative au contrat doit être effectuée par écrit et adressée au représentant de l'autre partie.

2.6 CONFIDENTIALITÉ

Le fournisseur s'engage à assurer la confidentialité des informations communiquées par Hydro-Québec ou recueillies par lui-même et auxquelles il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du contrat.

Ces informations incluent notamment les renseignements personnels sur les employés, clients, fournisseurs ou tiers, les renseignements financiers, commerciaux, industriels, scientifiques, techniques ou les secrets de commerce ou industriels, appartenant à Hydro-Québec ou à des tiers.

Ces informations ainsi que le contrat demeurent la propriété d'Hydro-Québec et ne doivent servir qu'à l'exécution du contrat.

Le fournisseur s'engage sans délai à informer Hydro-Québec de tout incident de confidentialité, soit tout accès, utilisation ou communication non autorisés, toute perte, vol ou tentative de vol d'une ou plusieurs de ces informations, ainsi que toute vulnérabilité ou menace qui pourrait avoir un impact sur leur confidentialité ou leur sécurité. Dans une telle éventualité, le fournisseur doit :

- Contacter la ligne *Ouvrons l'œil* au 1-877-816-1212 afin de signaler l'incident et mentionner spécifiquement qu'il s'agit d'un incident de confidentialité.
- Informer le représentant d'Hydro-Québec.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

2.7 CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS

Le fournisseur doit respecter les principes du *Code de conduite des fournisseurs* d'Hydro-Québec disponible au www.hydroquebec.com/soumissionnez/code-conduite.html.

Le fournisseur confirme en avoir pris connaissance et en comprendre la portée. Le fournisseur doit prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer et doit s'assurer que ses sous-traitants respectent également ces dispositions.

3. MAÎTRISE DES TRAVAUX**3.1 PORTÉE DU CONTRAT**

Dans le cadre de ce contrat, le fournisseur doit réaliser l'ensemble des activités requises pour assurer la conception, la fabrication, la livraison et, s'il y a lieu, la mise en service des biens qui en font l'objet, à l'exception de ce qui est expressément exclu aux clauses particulières.

3.2 ASSUJETTISSEMENT

Le fournisseur doit assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions du présent contrat.

3.3 CHANGEMENT DE CAPACITÉ

Le fournisseur doit sans délai informer Hydro-Québec par écrit de tout changement réel ou annoncé affectant sa capacité ou celle de ses sous-traitants d'exécuter les travaux conformément au contrat et aux dispositions de la clause RESPECT DES LOIS, RÉGLEMENTS ET AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES.

4. RESPECT DES LOIS, RÉGLEMENTS ET AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES**4.1 LOIS ET RÉGLEMENTS**

Le fournisseur doit se conformer à toutes les lois, règlements, ou décrets des gouvernements et autorités compétentes, de niveau fédéral, provincial ou municipal, applicables lors de l'exécution du contrat.

4.2 PERMIS, CERTIFICATS, LICENCES ET AUTORISATIONS

Le fournisseur doit obtenir, à ses frais, tous les permis, certificats, licences et autorisations et payer tous les droits exigés par les lois, règlements et décrets pour l'exécution du contrat.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, lorsque le fournisseur est visé par une inadmissibilité ou interdiction d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du contrat en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (RLRQ, c. C-65.1), le fournisseur est alors réputé être en défaut au sens du contrat, sans qu'aucun avis de défaut ne soit requis et il est responsable envers Hydro-Québec pour l'ensemble des dommages qui en découlent.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

4.3 DROIT D'UTILISATION

Le fournisseur garantit qu'il a tous les droits requis pour lui permettre d'exécuter les travaux et il accorde à Hydro-Québec tous les droits requis pour permettre l'utilisation des biens aux fins auxquelles ils sont destinés et ce, sans aucun coût supplémentaire au contrat.

Ces droits comprennent les droits de propriété intellectuelle dont ceux relatifs aux droits d'auteur, aux dessins industriels, aux marques de commerce, aux brevets et aux topographies de circuits intégrés.

Ces droits peuvent appartenir au fournisseur en propre ou le fournisseur peut être légalement autorisé à accorder des droits appartenant à un tiers et ce, sans aucun coût supplémentaire au contrat.

À cet égard et sous réserve des autres dispositions du contrat, le fournisseur accorde à Hydro-Québec une licence non-exclusive, perpétuelle, irrévocable, entièrement payée et libre de redevance, d'utiliser et reproduire toute telle propriété intellectuelle pour l'utilisation, l'entretien, la construction, la mise en service, la remise en état, le remplacement, l'altération, la relocalisation, la mise hors service, la réfection, le démantèlement ou la démolition des biens, en tout ou en partie, incluant le droit de la communiquer à ses fournisseurs ou sous-traitants pour permettre l'exécution de telles activités.

4.4 DROITS DE DOUANES, TAXES ET IMPÔTS

Le fournisseur s'engage ou, à défaut, autorise Hydro-Québec à entreprendre en son nom toutes les démarches requises, y compris l'institution de procédures judiciaires, pour obtenir l'exonération, la réduction ou la remise de tout droit de douane, impôt ou taxe dont le paiement aura été illégitimement exigé du fournisseur en raison de l'exécution du contrat.

Le fournisseur remettra à Hydro-Québec toute somme ainsi perçue ou lui accordera une réduction proportionnelle du prix contractuel.

Hydro-Québec indemnifiera le fournisseur de tout déboursé encouru en raison de la réalisation de ces démarches.

4.5 SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES

Aux fins de la présente clause, le terme actif désigne l'ensemble de biens appartenant à Hydro-Québec ou dont Hydro-Québec a la garde et l'usage, qu'ils soient corporels, tels que les installations, les bâtiments, les chantiers, le matériel roulant, les équipements et les outils, ou qu'ils soient incorporels, tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce et les informations sous quelque support que ce soit.

Aux fins de la présente clause, le terme ressource désigne toute personne physique qui est à l'emploi du fournisseur, du représentant du fournisseur ou du sous-traitant du fournisseur ou toute personne physique dont les services sont retenus par le fournisseur afin d'exécuter le contrat.

Le fournisseur qui doit accéder aux actifs d'Hydro-Québec dans le cadre de l'exécution du contrat s'engage à respecter et à faire respecter par ses ressources toutes les consignes de sécurité d'Hydro-Québec qui ont été portées à sa connaissance.

À cet égard, à la demande d'Hydro-Québec, une vérification relative à la fiabilité et à l'intégrité des personnes peut, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, être exigée en tout temps pour toute ressource.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

Lorsqu'une vérification relative à la fiabilité et à l'intégrité des personnes est exigée par Hydro-Québec, la ressource désignée doit se soumettre au processus complet de vérification de fiabilité et d'intégrité d'Hydro-Québec disponible au

<https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/en-cours-de-contrat/>. Le fournisseur reconnaît avoir pris connaissance du processus complet de vérification et s'engage à ce que chaque ressource désignée s'y soumette.

Hydro-Québec peut, à sa seule discrétion, exiger le remplacement de toute ressource ne remplissant pas les critères de vérification de fiabilité et d'intégrité. Dans ce cas, le fournisseur est seul responsable des frais, débours, délais et autres conséquences résultant d'un tel remplacement.

Le fournisseur doit aviser dans les plus brefs délais le représentant d'Hydro-Québec de tout incident, non-conformité ou autre situation affectant la sécurité survenant dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution des obligations découlant du présent contrat. À cet égard, le fournisseur doit notamment déclarer toute nouvelle accusation ou condamnation à une infraction criminelle ou pénale dont fait l'objet la ressource.

Dans le cas où le fournisseur fait défaut de respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection des actifs, Hydro-Québec se réserve le droit d'appliquer les mesures qu'elle juge appropriées eu égard aux circonstances, le cas échéant.

4.6 RETRAIT DES ACCÈS

Conformément aux exigences de la North American Electric Reliability Corporation (NERC) et aux règles de sécurité corporative d'Hydro-Québec, Hydro-Québec doit retirer les accès à un actif dans un délai de 24h suivant le départ d'une ressource.

Aux fins de la présente clause, une ressource inclut tout employé, dirigeant, représentant, consultant ou sous-traitant du fournisseur et un actif signifie l'ensemble des biens appartenant à Hydro-Québec ou dont Hydro-Québec a la garde et l'usage, qu'ils soient corporels, tels que les installations, les bâtiments, les chantiers, le matériel roulant, les équipements et les outils, etc., ou qu'ils soient incorporels, tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, les applications informatiques d'entreprise ainsi que toute autre information appartenant à Hydro-Québec.

Le fournisseur qui doit accéder aux actifs d'Hydro-Québec dans le cadre de l'exécution du contrat et qui obtient des accès spécifiques pour ses ressources, doit :

- Sans délai informer verbalement le représentant d'Hydro-Québec si une ressource détenant un accès spécifique aux actifs d'Hydro-Québec n'est plus affectée à l'exécution du contrat. Dans l'éventualité où le fournisseur ne serait pas en mesure d'aviser verbalement le représentant d'Hydro-Québec, il doit en informer sans délai la centrale d'alarmes d'Hydro-Québec en composant le 1-877-816-1212.
- Dans un délai maximal de cinq (5) jours suivant l'avis verbal, transmettre une confirmation écrite au représentant d'Hydro-Québec

Le fournisseur qui omet de respecter la présente clause sera tenu responsable des dommages causés par cette omission.

5. AUTORITÉ DU REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC

Le représentant d'Hydro-Québec peut, en tout temps, inspecter les travaux du fournisseur, en vérifier la qualité. À ces fins, il a droit d'accès à tout endroit où sont exécutés les travaux ainsi qu'à tout endroit où sont fabriqués les biens et les matériaux nécessaires à l'exécution du contrat.

6. EXÉCUTION DES TRAVAUX

6.1 MANUEL D'OPÉRATION

Le fournisseur s'engage à transmettre à Hydro-Québec, dès la livraison, tous les manuels et fiches techniques nécessaires à l'opération, à l'entretien et à la réparation, le cas échéant, des biens livrés et ce, sans frais additionnels.

6.2 RETARD – ÉVOLUTION DES TRAVAUX

Il n'y a aucune prolongation ni devancement de délais ou dates contractuelles sauf si expressément convenu dans un avenant.

6.3 CHANGEMENTS AU CONTRAT

Hydro-Québec peut, jusqu'à la fin du contrat, apporter des changements au contrat et en exiger par écrit l'exécution sans délai par le fournisseur. Tout changement exécuté par le fournisseur avant d'en recevoir la demande ou l'autorisation, par écrit, du représentant d'Hydro-Québec n'est pas rémunéré.

Un avenant confirmant notamment la nature du changement, son mode de paiement, incluant l'ensemble des coûts, dont les impacts spécifiques découlant de ce changement et le délai à l'intérieur duquel il doit être exécuté, doit être signé par le fournisseur et Hydro-Québec.

L'avenant doit être signé par le fournisseur et Hydro-Québec avant ou pendant l'exécution du changement. Le fournisseur peut alors réserver ses droits seulement quant aux impacts spécifiques découlant de ce changement qui ne peuvent alors être quantifiés.

Aucune réserve n'est permise si l'avenant est signé après l'exécution du changement.

Un changement n'entraîne aucune prolongation des délais contractuels à moins qu'il n'en soit expressément fait mention à l'avenant.

6.4 PROPRIÉTÉ

Sous réserve des dispositions contractuelles relatives au transport et à la livraison, tous les, biens qui font l'objet du contrat, deviennent la propriété d'Hydro-Québec au moment de l'émission du contrat.

Cependant, le fournisseur en assume la garde, le contrôle et la responsabilité qui en découle, jusqu'à leur réception par Hydro-Québec au point de livraison.

7. BIENS, MATÉRIAUX, MATÉRIELS ET OUVRAGES

7.1 ORIGINE, QUALITÉ ET MISE EN OEUVRE DES BIENS OU MATÉRIAUX

Les biens ou matériaux, leur mise en œuvre et l'exécution des travaux doivent être conformes aux exigences du contrat.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

Lorsque la qualité d'un bien, d'un matériau ou d'un travail n'est pas précisée, le fournisseur s'engage de manière expresse à utiliser et à fournir des biens ou matériaux neufs de la meilleure qualité. Le travail doit être exécuté conformément aux règles de l'art.

Les biens ou matériaux doivent être identifiables par la marque de commerce sous laquelle ils sont vendus et fabriqués en respect de tous les droits d'auteurs, brevets, marques de commerce, dessins industriels ou autres règles et normes applicables. Les marques de certifications pertinentes doivent aussi y être apposées afin d'attester de leur performance en matière de sécurité lors de leur utilisation.

Le fournisseur doit, sur demande d'Hydro-Québec, établir au moyen de pièces justificatives le lieu de fabrication des biens ou matériaux utilisés ou fournis dans le cadre du contrat ainsi que ces biens ou matériaux sont des produits d'origine dûment certifiés, qui respectent les exigences du présent contrat.

À moins qu'il n'en soit autrement prévu au contrat, le fournisseur peut utiliser un bien ou matériau équivalent à celui désigné au contrat par une marque de commerce, dans la mesure où cette substitution est préalablement autorisée par écrit par Hydro-Québec.

Le représentant d'Hydro-Québec acceptera ou refusera le bien ou matériau équivalent dans un délai qui dépendra des renseignements à obtenir et des épreuves, essais et vérifications nécessaires à l'appréciation du bien ou du matériau proposé.

Le fournisseur doit soumettre le bien ou matériau équivalent à l'approbation du représentant d'Hydro-Québec en temps opportun afin d'éviter tout retard dans l'exécution du contrat.

7.2 CONTREFAÇON

Le fournisseur s'engage à ce que les biens ou matériaux utilisés ou fournis dans le cadre du présent contrat soient exempts de toute contrefaçon.

À cet effet, le fournisseur doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que tout bien ou matériau provient d'un distributeur autorisé par le manufacturier d'origine à distribuer ce bien ou ce matériau. Le fournisseur doit, à la demande d'Hydro-Québec, fournir la preuve de la provenance du bien ou du matériau en remettant, entre autres, les bons de livraisons émis par le manufacturier ou le distributeur autorisé.

Le fournisseur doit remplacer tout bien ou matériau présentant une contrefaçon selon les prescriptions de la clause GARANTIE.

Tout défaut de se conformer aux prescriptions précitées entraîne au choix d'Hydro-Québec l'application de l'un ou plusieurs des alinéas de la clause DÉFAUT – RETRAIT - RÉSILIATION.

8. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Le fournisseur est tenu à une obligation de résultat. Il est le seul responsable envers Hydro-Québec de la bonne exécution du contrat.

Il est également responsable de tout dommage, de quelque nature que ce soit, subi par Hydro-Québec ou par quiconque, résultant de l'exécution ou de l'inexécution du contrat, à l'exception des dommages pour perte de profits ou de revenus, perte d'usage des biens fournis en vertu du contrat ou de tout équipement qui s'y rattache et des intérêts ou autre charge sur l'argent emprunté.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

9. INDEMNISATION

Le fournisseur s'engage, à ses frais, à prendre fait et cause pour Hydro-Québec, ses administrateurs, dirigeants, employés, préposés, mandataires et ayants droit dans toute réclamation et poursuite judiciaire, de quelque nature que ce soit, provenant de tiers découlant du contrat ou de l'exécution des travaux, et à les indemniser en capital, intérêts, indemnité prévue au Code civil du Québec, frais d'expertise et frais de toute autre nature, de toute condamnation à l'égard de tiers prononcée contre eux.

10. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit respecter toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement. Il est responsable de prévenir la pollution ou la nuisance qui pourrait être causée par les produits, services et activités découlant du présent contrat. À cet effet, il doit prendre, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour protéger l'environnement et pour éviter toute forme de pollution ou de nuisance. De plus, il s'assure qu'il a du personnel qui a reçu la formation appropriée pour intervenir en cas d'urgence de nature environnementale.

Le fournisseur s'engage à tenir Hydro-Québec indemne de toute réclamation, sanction, pénalité, contravention ou avis ou constat d'infraction en matière de protection de l'environnement, résultant d'un manquement, faute ou négligence du fournisseur, d'un sous-traitant ou de quiconque dont il est légalement ou contractuellement responsable ou imputable.

À défaut de respecter cet engagement d'indemniser Hydro-Québec, dans les 30 jours d'un avis écrit à cet effet, celle-ci pourra procéder à une déduction correspondante sur tout paiement dû.

Le fournisseur doit aviser dans les plus brefs délais le représentant d'Hydro-Québec de tout incident, non-conformité ou urgence de nature environnementale survenant dans le cadre de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Il doit en outre respecter les dispositions environnementales décrites aux clauses particulières du présent contrat.

11. PAIEMENTS

À moins d'avis contraire aux clauses particulières, les prix sont fermes pour la durée du contrat. Le paiement du prix contractuel sera effectué à 30 jours suivant la date de réception des biens au point de livraison ou de réception de la facture, selon la plus tardive des deux dates.

Hydro-Québec peut, en tout temps, compenser toute dette du fournisseur à son égard à même toute somme qu'elle peut lui devoir ou toute garantie qu'il lui a remise en vertu du contrat.

12. GARANTIE

Le fournisseur garantit à Hydro-Québec le bon état et le bon fonctionnement de tous les biens qu'il a fournis ainsi que leur conformité aux prescriptions du contrat, et ce, pour une période de 12 mois après la réception du matériel au point de livraison, à moins que des garanties additionnelles et des délais différents ne soient stipulés ailleurs au contrat. Cette garantie couvre tant les vices apparents que les vices cachés et s'ajoute à toutes les garanties légales.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

Dans le cas de bris ou de mal fonctionnement des biens pendant la période de garantie, Hydro-Québec en avisera le fournisseur qui doit dans les meilleurs délais effectuer les réparations ou modifications requises pour remettre les biens en état de fonctionnement satisfaisant le plus tôt possible, ou les remplacer par un ou des nouveaux biens.

Dans tels cas, le fournisseur s'engage à défrayer les frais de démontage et de montage au chantier et de transport entre ses locaux de réparation ou ceux d'Hydro-Québec. Cependant, le fournisseur ne sera pas responsable pour les frais de démontage, de montage et de transport de tout bien autre que le bien faisant l'objet du contrat.

Advenant le défaut du fournisseur d'exécuter les réparations, modifications ou remplacement des biens sur demande du représentant d'Hydro-Québec et dans le délai fixé par ce dernier, Hydro-Québec aura le droit sur avis écrit de les exécuter ou de les faire exécuter par un tiers, aux frais du fournisseur.

Tous les biens ainsi réparés, corrigés ou remplacés par le fournisseur bénéficient d'une nouvelle garantie de même nature et de même durée que la garantie originale à compter de l'acceptation écrite par Hydro-Québec des biens ainsi réparés, corrigés ou remplacés.

13. DÉFAUT – RETRAIT – RÉSILIATION

13.1 DÉFAUT DU FOURNISSEUR – AVIS DE REMÉDIER

Lorsque le fournisseur ne se conforme pas à l'une ou plusieurs des dispositions du contrat ou aux directives du représentant d'Hydro-Québec, le représentant d'Hydro-Québec lui donne alors un avis de ses manquements et ordonne d'y remédier ou lui prescrit, le cas échéant, les correctifs appropriés, de même que le délai à l'intérieur duquel le fournisseur doit se conformer.

13.2 RÉSILIATION DU CONTRAT

Hydro-Québec a, en tout temps, le droit de résilier le contrat en totalité ou en partie, par avis écrit. Le contrat est alors réputé résilié à la date indiquée à l'avis de résiliation.

Lorsqu'Hydro-Québec résilie le contrat le fournisseur a uniquement droit, sur présentation des pièces justificatives et déduction faite des sommes qu'il doit à Hydro-Québec à la valeur correspondant à leur état d'avancement réel à la date de résiliation, en autant qu'il soit conforme aux prescriptions du contrat et déduction faite de toute somme déjà payée au fournisseur à ce titre, à moins qu'Hydro-Québec choisisse, à son entière discrétion, de remettre ces biens ou équipements au fournisseur qui doit alors en prendre possession.

Toutefois, Hydro-Québec ne peut exercer cette remise lorsque le fournisseur démontre, à la satisfaction d'Hydro-Québec, que ces biens ou équipements ont été fabriqués sur mesure et selon les spécifications propres et uniques à Hydro-Québec faisant en sorte que ces biens ou équipements ne peuvent d'aucune manière être utilisés par d'autres.

Dans ce cas, la valeur payée par Hydro-Québec à la date de résiliation pour ces biens ou équipements sera déduite et compensée à même toute somme due par Hydro-Québec ou doit être remboursée par le fournisseur.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

Les sommes payables en vertu du présent article sont les seules versées au fournisseur, sans aucune autre compensation ni indemnité que ce soit et sans limiter la généralité de ce qui précède, en aucun cas Hydro-Québec ne paie de dommages pour pertes de profits et de revenus à l'égard des travaux non réalisés.

Quel que soit le motif de résiliation, le fournisseur demeure responsable envers Hydro-Québec des dommages résultant de l'exécution des travaux non résiliés.

Toute somme due par Hydro-Québec en vertu du présent article est diminuée du montant correspondant aux dommages et pertes subis par Hydro-Québec et le fournisseur demeure responsable envers Hydro-Québec du paiement de tout solde dû.

14. COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROIT DE VÉRIFICATION - DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT

14.1 PRINCIPES COMPTABLES

Le fournisseur doit comptabiliser distinctement les coûts du contrat conformément aux principes et pratiques comptables généralement reconnus afin de suivre de manière claire et précise l'évolution de ses coûts réels de contrat.

14.2 DOCUMENTATION ET PÉRIODE DE CONSERVATION

Le fournisseur conserve tous les livres et registres comptables et tous les documents relatifs au contrat, de même que tout document ayant servi à l'élaboration de sa soumission, pendant trois (3) ans à compter de la date de la réception définitive ou, à défaut de celle-ci, la dernière réception provisoire ou à compter de la résiliation totale ou partielle du contrat. Nonobstant ce qui précède, advenant un différend découlant du contrat, qu'il soit judiciairisé ou non, le fournisseur doit conserver l'ensemble de ces documents jusqu'à l'obtention d'un jugement définitif et exécutoire ou jusqu'à ce qu'une transaction au sens de l'article 2631 du Code civil du Québec intervienne.

Dans tous les cas, sur simple demande écrite d'Hydro-Québec, la période de conservation doit être prolongée pour une période additionnelle de trois (3) ans.

14.3 DROIT DE VÉRIFICATION

Sur simple demande écrite, pendant la durée du contrat de même que durant la période prévue de conservation mentionnée à l'alinéa DOCUMENTATION ET PÉRIODE DE CONSERVATION, le fournisseur met à la disposition d'Hydro-Québec tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat qu'Hydro-Québec pourrait requérir. Hydro-Québec peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

Le fournisseur s'engage à ce que tous les sous-traitants mettent à la disposition d'Hydro-Québec, sur demande écrite, tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat qu'Hydro-Québec pourrait requérir. Hydro-Québec pourra vérifier et reproduire toutes les pièces.

Clauses générales – Fourniture de biens indirects et TIC de moins de 100 000 \$

14.4 SOUS-TRAITANTS

Sans limiter la généralité de ce qui est prévu ailleurs au contrat, le fournisseur doit assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions de la présente clause COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROIT DE VÉRIFICATION - DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT.